



**Justice
& Paix**

bpost
PB-PP
BELGIE(N)-BELGIQUE
P0705031

POUR PARLER DE PAIX

Revue d'analyse des
conflits internationaux et
des enjeux de paix



La résilience : entre objectif stratégique et écran de fumée

Editeur responsable : Timur Uluc • Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208 • B-1040 Etterbeek - Belgique



SOMMAIRE

ÉDITO page 3

L'ACTUALITÉ : REGARDS ET POSITIONS

Quand résilience et lucidité vont de concert page 4

DOSSIER

**LA RÉSILIENCE :
ENTRE OBJECTIF STRATÉGIQUE ET ÉCRAN DE FUMÉE**

Introduction page 5

Première réflexion

Les sociétés démocratiques : Des systèmes de coopération conflictuelle et d'interdépendance page 6

Deuxième réflexion

Le changement climatique et les coûts de la transition page 8

Troisième réflexion

Climat, pandémie, Ukraine : impacts et perspectives sur la résilience européenne page 11

INTERVENTION LIBRE

Un choix altruiste :
rester à Kiev pour aider ses compatriotes page 13

PORTRAIT / POINT DE VUE

La musique : un moyen de résistance et de résilience face à la guerre en Ukraine page 14

BRÈVES page 15

ÉDITO



Sans doute était-il un peu audacieux de consacrer ce numéro au thème de la résilience tant le terme est dévoyé/galvaudé aujourd'hui. Il en va ainsi des *plans de relance et de résilience* de nos gouvernements qui ont suivi la pandémie. Là où nos sociétés ont plus que jamais besoin de rupture avec le monde d'avant, ayant mené à la catastrophe écologique, nos dirigeant-e-s nous proposent plutôt de relancer la machine productiviste et croissanciste et de *vivre avec* ses externalités négatives plutôt que de la transformer à la racine. Oui, la démesure humaine ayant mené aux ravages écologiques provoque déjà des chocs bien réels (inondations, incendies, sécheresses, etc.) auxquels nous devons nous préparer tant que possible afin d'en réduire les impacts. Mais cela ne doit pas nous faire perdre de vue l'absolue nécessité de ré-inventer nos sociétés, de les transformer en profondeur pour assurer aux générations futures un monde juste qui réponde aux besoins de chacun-e.

Géraldine Duquenne

Quand résilience et lucidité vont de concert



NOUS VOILÀ 6 MOIS PLUS TARD, et toujours, la guerre fait rage. De nouvelles balafres sont infligées à la face de l'humanité dans cette "guerre russo-américaine sur le sol ukrainien"¹. Un conflit armé par procuration qui, en filigrane, fait tout l'étalage des failles de notre économie globalisée. En attestent les pressions que subit le marché de l'énergie et les soucis logistiques que connaissent nos chaînes d'approvisionnement (alimentaire) à flux tendus. Même sous les bombes, les navires doivent pouvoir quitter Odessa.

Moins loin d'ici, au grondement des frappes aériennes succède celui plus sourd d'un été caniculaire impitoyable. Comme un pied de nez de Mère Nature, nous commémorions les inondations de juillet 2021 sous un soleil de plomb. Si nos victimes savaient que cette année, l'Italie est en état d'alerte depuis juin en raison de ses rivières desséchées, et que jusqu'en Flandre, les fermier-ère-s mesurent des

crevasses dans les sols allant jusqu'à 1m de profondeur². Autre désastre environnemental, la récurrence de feux de forêts d'une violence rarement vue auparavant. Ces brasiers ont poussé Hervé Le Bouler, spécialiste français des questions forestières, à nous livrer un "regard d'un forestier sur les incendies"³. Son journal de bord consigne les événements survenus en France entre le 15 et le 30 juillet.

Ce qui doit nous alarmer c'est ce constat que, plus les années passent, plus nous prenons la mesure de notre impuissance collective. En Europe aussi, nous faisons à présent face à des "mégafeux" tentaculaires, qui attisent leurs propres vents, crachent des flammes de 100m de haut, et que les moyens conventionnels déployés les soldats du feu ne parviennent plus à contenir. Notre impuissance survient même au préalable, quand nous comprenons qu'il devient impossible d'anticiper quoi que ce soit. Hervé Le Bouler nous enseigne dès

lors que les feux girondins ont pu trouver un foyer où ils n'auraient pas du pouvoir se développer de manière aussi incontrôlable. On ressent déjà une pointe de désespoir : "c'est le plus grand feu de forêt depuis des années, et tous les discours sur la forêt gérée qui brûle moins, le mien le premier, sont partis en fumée."

Pourtant, point de fatalisme à l'horizon. Il est une tendance qui se généralise : celle de considérer l'impact que non seulement la guerre et la pandémie, mais surtout le climat ont sur les psychés. À l'heure où la dépression climatique, principalement observée chez les plus jeunes, devient un sujet d'étude⁴, on voit poindre nombre de conseils de psychiatres afin de gérer "l'impuissance et l'épuisement"⁵. **À mes yeux, malgré l'inévitable angoisse qu'elle suscite, cela fait montre d'une sorte de lucidité imposée par la force des choses, mais dont pourrait bien provenir notre force. Les états d'esprit transitionnent. Là où nous avions jadis le luxe de n'interroger que la question de la sobriété, c'est à présent celle plus générale de la résilience que nous sommes contraint-e-s de contempler.** L'émergence de nouvelles disciplines académiques renseigne d'ailleurs quant à l'esprit du temps. Par exemple la *collapsologie* qui explore "comment la raison peut commencer à penser la possibilité qu'il y ait des effondrements globaux"⁶. Nous vivons au temps assez exceptionnel des ruptures. Ces ruptures, nous sommes conscients que nous n'y échapperons, et qu'il conviendra de les mitiger au mieux... Loin de l'optimisme performatif de Raphaël Glucksmann⁷, nous serons avant tout la génération *pour qui* tout aura changé. Savoir cela, comme le dit Pablo Servigne, parent de collapsologie, devrait pourtant nous apporter un peu de paix. Dépourvue d'illusion, nécessité fera loi. Comment alors s'assurer de ne vivre que la fin d'un monde, pas celle du monde ?

1. La formule fut à de maintes reprises répétée par Bruno Colmant, sur à peu près tous ses réseaux sociaux.
 2. VRT NWS, 1 Aout 2022 - https://www.vrt.be/vrtnws/nl/kijk/2022/08/01/droogte-landbouw-kloven-video-tips-arvato_50648121/
 3. <https://www.nourituresterrestres.fr/p/54-le-regard-dun-forestier-sur-les-?triedSigningIn=true>
 4. <https://www.levif.be/societe/sante/la-depression-climatique-ou-quand-le-climat-angoisse-les-jeunes/> (Le Vif, 16/08/2021)
 5. <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2022/07/30/lepuiement-et-limpuissance-font-un-cocktail-detonant-664NOR6GBFCTHMSNFCN6NUX5BU/> (La Libre, 30/07/2022)
 6. <https://www.youtube.com/watch?v=glckUccWZ9Y> (France Culture, "Une Leçon de Collapsologie avec Pablo Servigne", 29/03/2019)
 7. Raphaël Glucksmann, *Lettre à la génération qui va tout changer*, Allary Editions, 2021, 208p.

DOSSIER



La résilience : entre objectif stratégique et écran de fumée

De l'individu à l'Union européenne en passant par la Belgique, ce dossier décodera la multiplicité du terme "résilience" qui semble, à lui seul, déterminer le plan d'avenir pour la planète.



Les sociétés démocratiques : Des systèmes de coopération conflictuelle et d'interdépendance

DANS LE NUMÉRO PRÉCÉDENT DU "POUR PARLER DE PAIX", tous les articles ont clairement mis en évidence, à partir de la situation de guerre en Ukraine, différents défis. La perspective esquissée ici entend faire le point sur la possibilité d'interactions entre groupes sociaux différents, voire opposés, pour une construction plus solide de la vie démocratique.

La démocratie comme système de coopération conflictuelle

Nos sociétés qualifiées de démocratiques demeurent une construction continue et un horizon jamais pleinement atteint. Elles reposent sur un système qualifié de "coopération conflictuelle". Quand j'étais en première année de faculté de Lettres, j'avais été choqué en un premier temps par les réflexions du professeur d'Histoire Contemporaine qui nous affirmait, exemples à l'appui : "quand il n'y a plus de conflits c'est la guerre". **Il précisait que le cœur d'une démocratie résidait dans un travail précis de coopération entre des adversaires qui deviennent partenaires : ceux-ci estiment indispensable de négocier et de construire des accords durables.** Les débuts de la construction de l'Union européenne apparaissent clairement liés à une décision commune : la volonté du "plus jamais ça" après deux guerres meurtrières et les massacres de la Shoah. Le sociologue et philosophe Axel Honneth a mis en exergue la volonté commune d'éviter le pire en mettant en place des "procédures coopératives"¹.

Des propos similaires sont tenus par le sociologue des religions Hans Joas, quand il évoque le dépassement des guerres de religion et l'enjeu de la mise à distance par rapport au caractère sacré de la nation, du groupe ethnique, qu'il s'agisse de la politique coloniale de plusieurs nations européennes ou du retour mythique à l'unité impé-

riale². Lorsque des populations qui ont été persécutées refusent de persécuter à leur tour, on entre dans un scénario nouveau qui n'enferme pas les autres dans une vision diabolisée. Selon lui, cette attitude n'est possible que sur le fond commun de propositions universalisables, qu'elles soient religieuses ou pas : une sacralisation de chaque personne, "indépendamment de ses mérites et de ses méfaits" et une désacralisation parallèle de la nation, de la communauté ethnique ou du groupe de celles et ceux que l'on estime "fréquentables"³.

Dans le cadre plus précis de la Belgique, le système de sécurité sociale, après 1945, a été construit à partir d'un compromis entre les instances représentatives du patronat et des ouvrier-e-s et employé-e-s afin d'affirmer le refus des dictatures et le dépassement de la détresse sociale. Ce travail n'a été possible qu'à partir de la reconnaissance d'une fécondité possible dans la création de Communs. Ce que la philosophe Hannah Arendt a notamment exprimé en parlant de la condition humaine moderne et de la réhabilitation de l'activité qui associe des personnes et des groupes à travers des ressemblances et des divergences⁴. Ces propos, qu'il nous est impossible de reprendre ici, nous amènent à interroger la dimension sociétale de l'action.

La société civile : une définition et un rôle à approfondir

À plusieurs reprises, les récits médiatiques mettent en évidence la crise de nos démocraties et l'opposition entre les pouvoirs politiques et la société civile. Celle-ci n'a toutefois pas de définition univoque. Même si elle désigne dans son acception commune l'ensemble des associations qui proposent et défendent des intérêts collectifs, les objectifs et dimensions de ces groupes organisés varient dans

leur rapport à l'espace et au temps. Dans certains cas il s'agit de défendre les intérêts des personnes et groupes qui vivent sur un territoire limité ; dans d'autres cas (Justice et Paix fait partie de cette autre catégorie) les membres estiment essentiel de développer des réseaux de solidarité qui dépassent les frontières, tout en ancrant les possibilités d'action commune dans des territoires précis. Dans le combat pour d'autres pratiques d'accès et d'utilisation des ressources naturelles, notamment des minerais, il s'agit de développer des actions qui permettent là-bas et ici de sortir des systèmes de domination et de construire de nouveaux modèles d'interdépendance.

J'avoue garder ici une forme constante de défiance à l'égard du terme de résilience, souvent utilisé comme mot-valise afin de désigner la capacité pour des individus et des sociétés de surmonter des situations traumatiques. **La résilience désigne au départ, en sciences physiques, une capacité de résister aux chocs thermiques ou en écologie, la capacité pour un écosystème de réagir et de se reconstruire (par exemple une forêt après un incendie).** Certes, les travaux de Boris Cyrulnik ont largement vulgarisé la capacité psychologique d'assumer et de surmonter un traumatisme lié à une catastrophe ou une guerre⁵. Or on ne peut purement calquer l'évolution des sociétés sur la duplication des conduites individuelles : le rapport entre citoyenneté et démocratie politique reste un processus à construire et approfondir en tenant compte de différents niveaux.

Par contre, il me paraît adéquat d'évaluer les modalités qui permettent de résister dès le départ à des événements aussi graves que les catastrophes climatiques, les situations de guerre, mais aussi les migrations forcées, les transformations intérieures à l'État. Nous pouvons observer, en Allemagne fédérale, une attitude radicalement

différente à l'égard des migrant.e.s dans les anciens Länder d'Allemagne de l'Est par rapport à ceux de l'Ouest : les réactions les plus racistes ont pu être observées à l'Est, là où pas ou peu d'actions ont été accomplies après 1945 pour opérer un travail profond de mémoire à propos de l'Holocauste et de la soumission des populations à l'idéologie nazie.

Le terme de résilience me paraît dès lors pertinent s'il est lié à une analyse rigoureuse des différentes formes de résistance et au développement de capacités d'anticipation, en tout cas à la construction de possibilités d'amortir les chocs liés à des événements non directement prévisibles. Le travail de rappel de la Shoah entretenu dans les programmes éducatifs de l'enseignement et des associations s'articule avec des possibilités réelles d'intervention et de prévention : l'autre et les autres ne sont pas des "êtres à rejeter", des "moins qu'humains". Ces dispositifs collectifs permettent de garder en mémoire les dérives du passé et les risques pour notre présent et notre avenir si ces crimes sont occultés.

Par ailleurs, la démocratie ne peut être vivante que si se poursuit en parallèle un processus constant d'approfondissement qui inclut des évaluations de l'action collective et un dispositif éducatif solide. Cette dimension mérite d'être précisée.

Un travail culturel pour reconnaître l'interdépendance entre groupes sociaux et nations

Il est important de préciser que le travail d'éducation à opérer par nos sociétés sur elles-mêmes n'inclut pas simplement l'enseignement. Il comprend toute la dimension d'éducation permanente ou "éducation populaire" qui comporte une dimension longue de patience et d'écoute à l'intérieur des collectifs citoyens et un processus inclusif non limité au système scolaire.

En Catalogne un travail particulier a été mené dès les années 1980 en vue de déconstruire les stéréotypes liés à l'affirmation du Catalan travailleur par essence contre l'Andalou et les Espagnols du sud qualifiés "d'Africains" et de plus "naturellement paresseux



et rétifs à l'effort"⁶. Il y avait dans les groupes des jeunes issu.e.s de familles vivant en Catalogne depuis plusieurs générations et d'autres dont les familles avaient migré du sud vers le Nord à la recherche d'un travail moins précaire. **Le constat qui a émergé à l'époque et est toujours maintenu était la reconnaissance du caractère interdépendant entre populations de souche et migrantes comme phénomène constitutif de nos sociétés.**

Cette dimension d'ouverture a été appuyée par plusieurs responsables. Les évêques de Catalogne avaient publié en 1984 une lettre où ils mettaient en exergue l'histoire de leur pays comme le fruit de sa situation proche de la mer et d'un ensemble de migrations⁷. Le 17 juillet dernier, le musicien Jordi Savall évoquait de quelle manière les cultures arabe, latine, juive et d'autres encore avaient inspiré et permettaient

de comprendre la Catalogne, l'Espagne et l'Europe elle-même comme le fruit d'influences successives. Cette prise de conscience était notamment à l'origine de la création du Concert des Nations, par Jordi Savall et son épouse, Montserrat Figueras, en 1989.

Sans optimisme naïf, ces quelques exemples liés à une situation très conflictuelle actuellement sur le pourtour méditerranéen visent à mettre en évidence les efforts à poursuivre sur base d'éléments factuels pour montrer comment nos sociétés sont à la fois fragiles, fortes et enrichies au fil des âges par les contacts sociaux et le dépassement d'une vision restrictive de "ce qui crée du commun" aujourd'hui.

Joseph Pirson

1. Axel HONNETH, Abolir les injustices, l'emporter sur le crime, dans *La Reconnaissance, Histoire européenne d'une idée*, NRF Essais Gallimard, 2020, p.159-187. V.en partic. .p 178-181
2. Hans JOAS, Les pouvoirs du sacré. Une alternative au récit du désenchantement. *La couleur des idées*, Seuil, Paris.2021. V. p.326-331
3. JOAS p.327
4. Hannah ARENDT, *The Human Condition*, Chicago : Chicago University Press, 1958, p. 199-207.
5. Boris CYRULNIK, *Un merveilleux malheur*, Odile Jacob, 1999
6. Il s'agissait de révision de vie (Voir, Juger, Agir) menée dans le cadre du MUEC (Moviment dels Universitaris i Estudiants Cristians)
7. "Ens som un poble nací del mar" (Nous sommes un peuple né de la mer). Cette dimension a également été développée par l'évêque catalan du Brésil, Pere Maria Casaldaliga (décédé en 2020) dans son ouvrage "Encara avui respiro en català" (aujourd'hui encore je respire en catalan) Claret Edition 1987.



Le changement climatique et les coûts de la transition

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE et la dégradation de l'environnement constituent un défi mondial majeur qui a un impact collectif significatif. Pour répondre à cette problématique, l'Union européenne a présenté le **Pacte Vert pour l'Europe**. Le Pacte est une feuille de route fixant les grandes lignes d'une transformation radicale de l'économie européenne, mais également une opportunité pour une société plus juste. Cette transition vers une économie verte n'est pas sans coûts économiques et sociaux. Les inégalités économiques et sociales que la transition peut créer doivent être abordées en urgence et en parallèle avec celle-ci afin de ne pas compromettre la cohésion de la société.

Les pays et les populations les plus fragiles seront également les plus touchés par cette crise climatique et ses conséquences.

L'UE VEUT :

- Un approvisionnement énergétique propre, abordable et sûr ;
- Mobiliser les acteurs de l'industrie en faveur d'une économie circulaire et propre ;
- Favoriser un développement du secteur de la construction ;
- Accélérer la transition vers une mobilité durable et intelligente ;
- Concevoir un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement ;
- Préserver et rétablir les écosystèmes et la biodiversité ;
- Avoir un environnement exempt de substances toxiques ;
- Promouvoir la finance et l'investissement verts et assurer une transition juste ;

Le Pacte Vert pour l'Europe

Publiée en 2019, dans le but de respecter les engagements pris au niveau international dans le cadre de l'accord de Paris, une communication de la Commission (2019) explicite l'engagement de l'Union à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. *"Cette nouvelle stratégie de croissance vise à transformer l'UE en une société **juste** et prospère, dotée d'une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, caractérisée par l'absence d'émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050 et dans laquelle la croissance économique sera dissociée de l'utilisation des ressources".*¹

Cette stratégie englobe donc différents domaines, en particulier les transports, l'énergie, l'agriculture, le bâtiment et les secteurs tels que la sidérurgie, l'industrie du ciment, le textile et les produits chimiques. Cela souligne les éléments qui seront prioritaires dans cet effort climatique et économique de l'UE pour 2030 et 2050.

Les mesures principales pour atteindre ces objectifs sont réparties en trois groupements de textes :

- **La loi européenne sur le climat**, adoptée en juin 2021, qui fixe l'objectif de la neutralité climatique, ainsi que la cible intermédiaire d'une réduction d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'ici à 2030, par rapport au niveau de 1990.
- **Le pacte européen pour le climat**, qui met en place une plateforme de discussion et d'échange avec la société civile.
- **Les deux paquets "Ajustement à l'objectif 55"**, un ensemble des propositions visant à réviser et actualiser la législation européenne pour assurer le respect des targets du 55% en 2030.

1. Communication de la Commission, *Le pacte vert pour l'Europe*, COM (2019) 640 final

L'impact de la transition

Les pays et les populations les plus fragiles seront également les plus touchés par cette crise climatique et ses conséquences. Par exemple, si l'on considère les catastrophes naturelles, dont la fréquence et la dangerosité évoluent sans cesse, leurs conséquences touchent de manière plus importante les zones défavorisées. En effet, ces zones sont inévitablement moins équipées. De même, au sein des pays européens, les groupes les plus vulnérables devant les changements climatiques seront les moins équipés financièrement et en termes de couverture sociale.

Au-delà des conséquences des changements climatiques, l'accroissement des inégalités s'illustre aussi dans l'implémentation de la transition écologique et énergétique. Au niveau national, il est important que les mesures allant dans le sens de la transition n'augmentent pas la vulnérabilité des foyers défavorisés. Au niveau international, l'importance d'avancer ensemble et solidairement face à ce défi global semble évidente, pourtant un nouvel enjeu s'impose : la

prise en compte plus transparente des externalités de notre consommation et notamment des énergies vertes et du numérique dans le cadre de la transition écologique et énergétique.

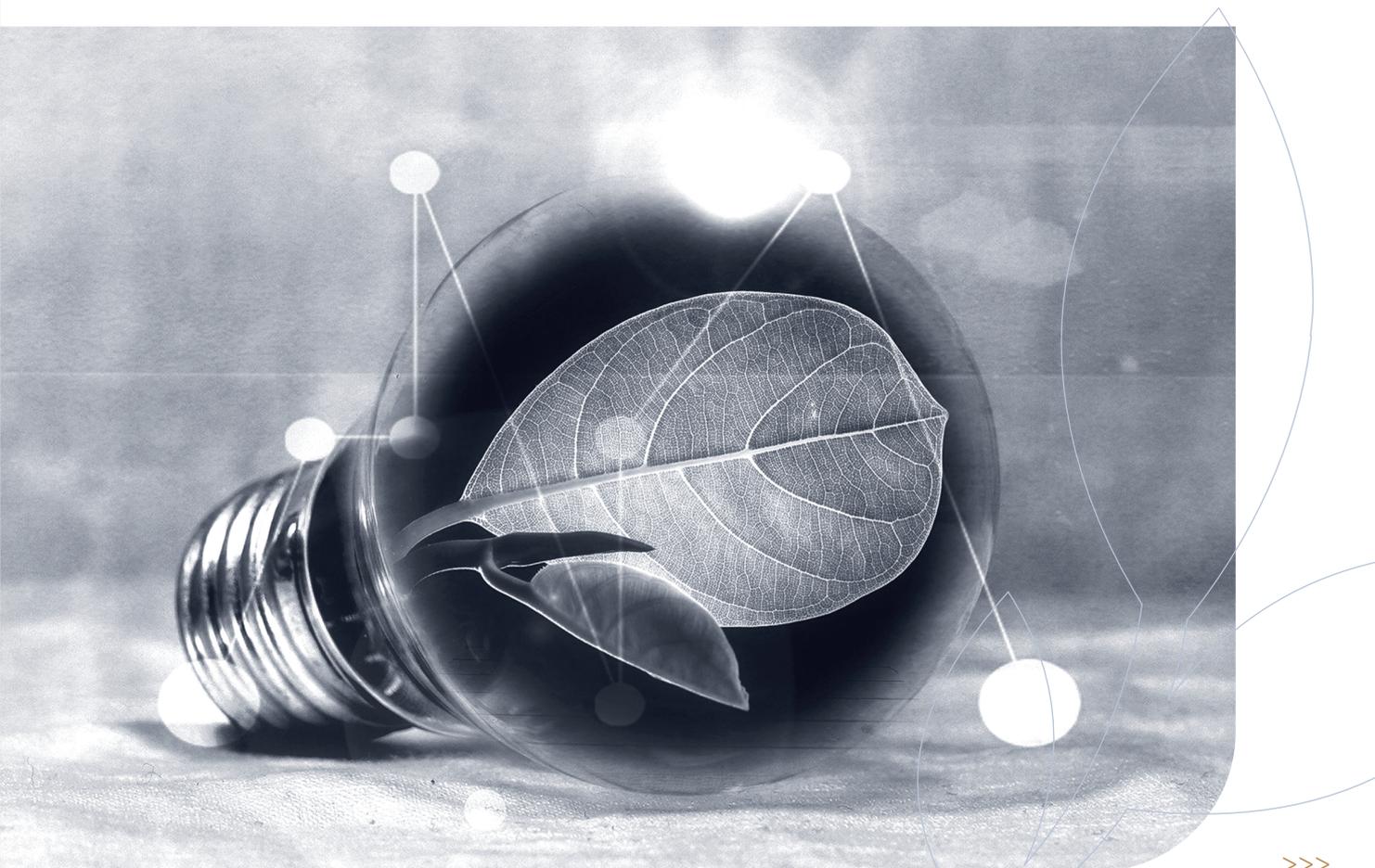
Conscient de l'impact social des mesures liées au défi climatique, le législateur européen a créé des instruments comme le **fonds social pour le climat (FSC)** et le **fonds pour une transition juste (FTJ)** pour soutenir les ménages, la petite industrie et pour les régions plus dépendantes des combustibles fossiles et de l'industrie à forte intensité d'émission.

Il est important aujourd'hui de créer des instruments permettant de respecter ces objectifs climatiques, mais prenant également en compte l'importance du critère social. En effet, le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) - un des instruments utilisés par l'UE pour atteindre ses objectifs concernant la régulation de ses émissions de gaz à effet de serre - est né pour réguler les émissions des industries à forte intensité énergétique. Néanmoins, le système s'est élargi en touchant aussi le secteur du bâtiment et du transport

roucier. Avec ces changements, il faut se préparer à des répercussions sur le coût de certains produits transformés. Il faudra donc étudier l'impact sur les ménages, notamment en identifiant les produits concernés que l'on retrouvera dans le panier des ménages à faible revenu. L'expansion de ce système (le SEQE) aux transports pourrait également avoir un impact sur la classe moyenne inférieure. On l'a vu en France, par exemple, à travers le mouvement des "gilets jaunes", face à l'augmentation du coût du pétrole proposée par le gouvernement français. On note la récupération de certaines de ces problématiques par des partis populistes et nationalistes en recherche d'électorats. Ceux-ci soulignent les pertes d'emploi, le manque de planification dans la transition vers les énergies renouvelables, l'augmentation du coût du carburant.

La transition et le secteur de l'emploi

Le travail décent, l'éradication de la pauvreté et la durabilité environnementale sont trois des enjeux déci-



sifs du XXI^e siècle. La restructuration économique mêlée à l'augmentation du coût de l'énergie (diversification des sources et des fournisseurs d'énergie) aura pour conséquence, d'une part, des licenciements et des fermetures d'entreprise. D'autre part, la création d'emplois liés à l'écologisation des entreprises et des lieux de travail. Même si l'équation entre perte d'emplois et création d'emplois était positive, le coût social serait toujours important.

La Commission européenne estime au niveau macroéconomique que la transition aura un impact neutre ou légèrement positif sur l'emploi. Une transition technologique majeure est attendue, ce qui entraînera la perte de nombreux emplois et la création de nouveaux dans un même temps. Le **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières** - qui vise à éviter le fait que

des entreprises européennes puissent déplacer leur production à forte intensité de carbone à l'étranger, ou que des produits de l'UE soient remplacés par des importations à plus forte intensité de carbone - contribue à sauvegarder des postes de travail. En revanche, il provoque potentiellement une hausse des prix des produits importés et des coûts sociaux des pays non européens.

Sur le marché du travail, la précarité devient la norme, le salaire et la capacité d'achat sont progressivement réduits. La mobilité entre les professions est souvent mission impossible, même pour celles et ceux qui ont une formation supérieure. De plus, la situation est aggravée par un environnement économique non-croissant. La Commission est consciente de la nécessité d'une approche simultanée et intégrée des politiques macroéco-

nomiques, industrielles et sectorielles, de sécurité et santé au travail, mais la **politique sociale relève avant tout de la compétence des États membres**. Si, d'une part, l'écologisation des économies nécessite de subsidier les mesures propres à chaque pays, d'autre part, un certain degré d'intégration est nécessaire pour éviter le dumping et assurer la création d'emplois décents dans les secteurs à forte valeur ajoutée et dans les industries à plus forte intensité de main-d'œuvre. Les instruments proposés maintenant dans l'Union européenne risquent d'être insuffisants. Il faudra donc voir l'habileté de l'UE et des États Membres **à concilier l'écologie avec le social à travers le semestre européen** (cycle de coordination des politiques économiques, budgétaires, sociales et du travail).

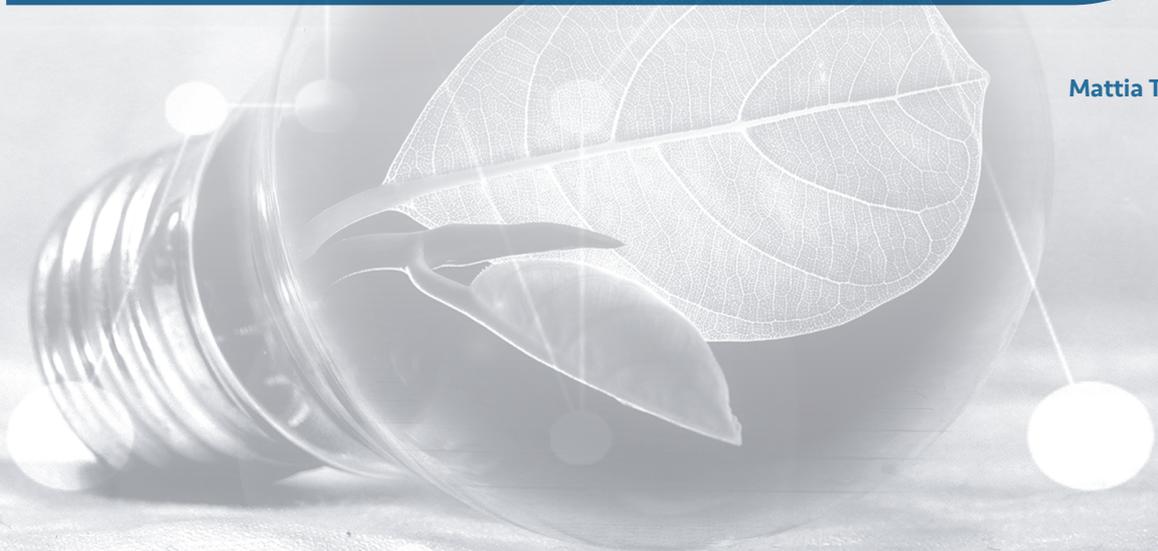
CONCLUSION

Une transition écologique est nécessaire pour répondre au changement climatique. Les initiatives politiques ont tardé et une société plus résiliente aurait eu plus de ressources pour accompagner le processus et soutenir celles et ceux qui ont été laissé-e-s pour compte. Certaines entreprises l'ont fait, et maintenant elles sont (dans certains secteurs) des oasis heureuses dans un désert post-industriel. Malheureusement, toutes les politiques climatiques n'aboutissent pas nécessairement à la justice sociale et économique. Bien que l'inactivité soit plus coûteuse que l'action, les actions doivent être équitables.

La population ne doit être considérée comme une spectatrice passive, mais comme une agente du changement. Une approche intégrée fondée sur le dialogue et une solution transversale à plusieurs niveaux (national, régional, sectoriel et entreprise) est urgente. Des politiques partielles ou extrêmes peuvent détruire le long chemin que la société européenne devra parcourir.

L'Europe et ses États jouent un rôle fondamental et leurs dirigeant-e-s doivent faire preuve de la même résilience que les pères fondateurs. L'hésitation n'a pas sa place. L'action va passer, certes par la subsidiarité et l'intégration, mais aussi surtout à travers le dialogue et la solidarité.

Mattia Tosato



Climat, pandémie, Ukraine :



impacts et perspectives sur la résilience européenne



D'un point de vue théorique, la résilience européenne signifie la capacité de l'Union à "résister, s'adapter et se remettre rapidement en cas de [crise] sans compromettre son développement à long terme"¹. D'un point de vue pratique et actuel, elle signifie assurer l'indépendance énergétique de l'Union par le biais d'une transition écologique.

"Every body knows the war is over, Every body knows the good guys lost"

Le conflit russo-ukrainien a mis à mal la résilience de l'Union. Il la pousse aujourd'hui à accélérer le mouvement de la transition écologique dont un des effets sera, à moyen terme, de se passer du gaz russe² (lequel représentait 40% du gaz importé en Europe³ avant 2022). Si la Russie semblait mal embarquée au début du conflit, Poutine est parvenu à ébranler l'économie européenne et à remettre en question les objectifs que l'UE s'était fixés. En ce sens, il s'agit d'une petite victoire pour la Fédération de Russie. Mais il convient de rappeler d'une part que le conflit n'est pas terminé et d'autre part que l'économie russe n'en sortira pas indemne. **S'il peut sembler contestable d'attribuer une victoire au camp russe, il est cependant certain que les peuples sont quant à eux les grands perdants de ce conflit. Et ce, de quel côté qu'ils se trouvent.**

La nécessité de plus en plus pressante de voir émerger une Europe forte et résiliente ne peut toutefois pas être imputée à elle seule à ce conflit. La crise sanitaire a, elle aussi, sévèrement impacté l'économie mondiale sans épargner notre continent : ce ralentissement a amené une baisse de la consommation des énergies fossiles, contraignant l'OPEP⁴ à diminuer sa production de pétrole en vue de l'adapter à la demande. Ensuite, lorsque le moment semblait opportun, les États ont déconfiné et réouvert des secteurs qui,

jusque-là, restaient fermés. Le schéma inverse s'est alors déroulé : la hausse globale de la demande a provoqué une hausse de la consommation d'énergies fossiles. Mais cette fois l'offre ne s'est pas adaptée à la demande. Cela s'explique à la fois par le temps nécessaire à cette adaptation⁵ et par la volonté délibérée de l'OPEP : en maintenant un niveau de production relativement bas, l'organisation maintient des prix artificiellement hauts et augmente son chiffre d'affaires⁶. Encore une fois, après l'annonce du "nous sommes en guerre" macronien, il en est ressorti une défaite pour les populations européennes et leurs économies.

"Every body knows the boat is leaking"

Un troisième élément justifie l'importance de la résilience européenne, mais faut-il vraiment le rappeler ? La température globale sur la planète a augmenté de plus d'un degré par

rapport à la fin du 19^e siècle. Cette augmentation a impacté la disponibilité des ressources en eau et en nourriture, la santé des hommes et des femmes partout dans le monde et a drastiquement réduit la biodiversité sur notre planète ainsi que l'espace où elle se développe⁷.

À l'aune de ces constats dressés de toutes parts, l'UE devra, à plus long terme, répondre aux enjeux climatiques. D'une part, en intervenant sur le réchauffement en lui-même via une décarbonisation de l'économie⁸, d'autre part en intervenant sur sa capacité à s'adapter aux changements que le climat apportera avec lui⁹. **En effet, s'il est déjà trop tard pour éviter les dérèglements que l'activité humaine aura causés, l'enjeu de la résilience sera de résister aux chocs tout en assurant une indépendance vis-à-vis des puissances étrangères.** Pour répondre à ce double défi, l'UE se doit alors d'être autosuffisante. Cependant, assurer une indépendance énergétique

1. COMMISSION EUROPEENNE, "Renforcer la résilience : l'approche de l'UE" dans *Fiche-info UE - Résilience*, 2015, https://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/thematic/EU_building_resilience_fr.pdf, consulté le 18/07/2022.
2. THINKERVIEW, "L'Europe à court d'énergie ?", avril 2022, <https://www.youtube.com/watch?v=nCpkyPCbVU>, consulté le 15/07/2022.
3. COMMISSION EUROPEENNE, "L'Union européenne ne fait rien pour réduire sa dépendance au gaz russe ! Vraiment ?" dans *Ec.europa.eu*, le 23 février 2022, https://france.representation.ec.europa.eu/informations/lunion-europeenne-ne-fait-rien-pour-reduire-sa-dependance-au-gaz-russe-vraiment-2022-02-23_fr, consulté le 22/07/2022.
4. Organisation des pays producteurs de pétrole.
5. Retrouver le niveau de production pré-covid ne peut se faire en un jour.
6. Cf., n.b n°2.
7. REPUBLIQUE FRANÇAISE, "Rapport 2022 du Giec : une nouvelle alerte face au réchauffement climatique" dans *En bref*, le 1^{er} mars 2022, <https://www.vie-publique.fr/en-bref/284117-rapport-2022-du-giec-nouvelle-alerte-face-au-rechauffement-du-climat>, consulté le 22/07/2022.
8. L'objectif que s'est fixée l'UE est d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.
9. Amélioration de l'efficacité énergétique de 32,5% d'ici 2030, possibilité pour les citoyens de créer leur propre énergie, création d'un système alimentaire durable, etc.

alors que les sources d'énergies conventionnelles¹⁰ présentes sur le continent sont limitées, force les Pays européens à se tourner vers le renouvelable¹¹. Face à ces enjeux géopolitiques, économiques et climatiques, *la transition écologique* s'impose alors comme une nécessité et, surtout, comme une évidence.

"Every body knows the captain lied"

C'est ici que le Green Deal prend toute son importance : via ce pacte, la Commission européenne s'est fixé pour objectif d'augmenter significativement la part du renouvelable dans le mix énergétique, une augmentation annoncée de 40% d'ici 2030¹². **Cependant, cette transition écologique exige une dépense énergétique inhérente à l'extraction, au raffinage et au transport des matières premières nécessaires à la production des énergies renouvelables et des mobilités vertes.** La construction d'un panneau photovoltaïque requiert par exemple des besoins en argent, tellure, cadmium, plomb et silicium. Pour l'éolien offshore, il s'agira des terres rares (néodyme, praséodyme, dysprosium), bore, niobium et molybdène. Quant aux mobilités vertes, selon qu'il s'agisse de véhicules fonctionnant à l'électricité ou à l'hydrogène, les matières premières nécessaires à leur production oscilleront entre lithium, cobalt, graphite, nickel et manganèse, ou platine, palladium, iridium, rhodium, ruthénium et osmium¹³. Autant de minerais qui sont extraits et raffinés à l'étranger...

"Everybody knows the deal is rotten, Old black Joe's still pickin' cotton"

L'extraction de ces derniers se divise entre plusieurs pays dont la Chine et l'Afrique. Pékin est le premier producteur mondial d'une dizaine de minerais, dont les terres rares. Quant à l'Afrique, elle fournissait en 2020 le marché mondial d'Iridium à hauteur de 92%, contre 71% pour le Platine et 68% pour le Cobalt. Mais là encore, Pékin y possède d'importants intérêts : en RD Congo, des sociétés privées chinoises détiennent à ce jour près de 75% des gisements, assurant la mainmise de Pékin sur des ressources

indispensables au développement de la mobilité et des énergies "vertes" en Europe¹⁴. Par ailleurs, l'extraction de ces minerais est extrêmement nocive pour les habitant-e-s de la région. Si c'est au péril de leur vie que les creuseurs s'aventurent dans ces galeries instables, l'extraction pollue aussi l'air, le sol et l'eau à proximité des habitations. Au sein des provinces minières, les polluants imprègnent la nourriture et les corps des habitant-e-s, causant des malformations : "bébés macrocéphales, mains déformées, membres atrophiés"¹⁵.

"Everybody knows the fight was fixed, The poor stay poor, the rich get rich",

À la lumière de ces éléments, on s'aperçoit que la résilience européenne, laquelle se base en partie sur l'indépendance énergétique de l'UE, est un leurre. La volonté de l'Union de se passer du gaz russe d'ici 2027¹⁶ impliquera *de facto* la migration d'une part importante de notre dépendance énergétique de la Russie vers la Chine, de Charybde vers Scylla. Cela aura pour conséquence de renforcer l'hégémonie chinoise sur le marché des ressources critiques et d'affaiblir des populations déjà précarisées en spoliant et détruisant davantage leur environnement et leurs ressources. S'il semble difficile d'éviter cela, il existe néanmoins plusieurs moyens d'amoindrir l'impact de notre dépendance à la Chine.

"Everybody knows it's now or never"¹⁷

D'abord, la sécurisation des apports, c'est-à-dire la capacité de l'Union à assurer l'entrée des matières critiques sur son territoire via d'autres chaînes

d'approvisionnement que la Chine, bien qu'il s'agisse d'une solution à court terme, elle permettrait à l'UE de pallier ses éventuelles difficultés d'importation et de limiter la casse sur les marchés concernés. En ce sens, les États-Unis, l'Amérique du Sud, l'Indonésie et l'Australie constituent un ensemble d'alternatives. Deuxièmement, la sobriété énergétique, c'est-à-dire astreindre sa consommation à un raisonnement préalable soulevant les points suivants : nécessité, durabilité et modalité. Cela consiste à s'interroger sur le besoin auquel une consommation prétend répondre, sur son impact environnemental, sa réparation et son recyclage, et sur le coût social de son mode de production.

Ces deux éléments de réponse constituent des comportements concrets qui peuvent être mis en place au quotidien : la sécurité des approvisionnements ne concerne pas que les terres rares. **En tant que citoyen-n-e, le fait de privilégier d'autres chaînes de production que la grande distribution permet de créer et de faire grandir des réseaux de production plus durables et plus résilients face aux variations de la conjoncture et des marchés.** Il en est de même pour la sobriété énergétique. Néanmoins, sans changement radical initié par la classe politique, il est possible qu'à long terme ces deux principes servent davantage à guérir un défaut de résilience qu'à le prévenir...

Samuel Meurisse

10. Pétrole, charbon, gaz naturel, nucléaire.

11. Voir plus loin.

12. Cf, n.b n°3.

13. COMITE DES METAUX STRATEGIQUES, "Le besoin pour l'économie et la transition énergétique" dans *Mineralinfo*, s.d., <https://www.mineralinfo.fr/fr/securite-des-approvisionnements-pour-leconomie/ besoin-pour-leconomie-transition-energetique>, consulté le 21/07/2022.

14. COUMBA KANE, "Congo : un pillage qui réduit une partie de la population à une forme d'esclavage", dans *Le Monde*, le 3 octobre 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/03/mines-en-rdc-un-pillage-qui-reduit-une-partie-de-la-population-a-une-forme-d-esclavage_6096924_3212.html, consulté le 16 juillet 2022.

15. COLETTE BRAECKMAN, "Congo : les mines de Cobalt, scandale écologique et désastre sanitaire", dans *Le Soir*, le 4 février 2020, <https://www.lesoir.be/277428/article/2020-02-04/congo-les-mines-de-cobalt-scandale-ecologique-et-desastre-sanitaire>, consulté le 16 juillet 2022.

16. Cf, n.b. n°2.

17. "Everybody knows", chanson de Leonard Cohen.

Un choix altruiste : rester à Kiev pour aider ses compatriotes



Originaire de Kiev, **Stefan Kaliuzhnyy**, 35 ans, est un entrepreneur établi. Ayant la fibre sociale et engagée, Stefan s'est toujours investi, sur son temps libre, dans des activités tournées vers les autres. Actif dans un mouvement de jeunesse chrétien, il organisait des camps et des ateliers formant l'éducation morale, spirituelle et sportive d'enfants, adolescent-e-s et adultes, et ce, avec la collaboration des réseaux d'églises et d'organisations chrétiennes internationales. Avant la guerre et l'occupation de Kiev, Stefan voulait très simplement développer ses activités professionnelles et caritatives. Il était confiant pour son avenir, pour celui de sa famille et pour le futur de sa communauté.

Le 24 février au matin, Stefan a compris que sa vie allait dramatiquement et durablement changer. Sa priorité, comme beaucoup de ses compatriotes, fut alors de mettre sa famille en sécurité. Néanmoins, après le chaos de la semaine qui suivit l'invasion, Stefan prit la décision de rentrer à Kiev pour organiser la mission d'évacuation d'Irpin. Avec l'aide de son réseau, il organisa des transports afin d'évacuer les civils des zones dangereuses. À la suite de cette expérience, il décida de s'impliquer entièrement dans cette tâche et se dévoua aux activités de l'organisation "Dobra ta Lyubov"¹, "*The foundation of goodness and love*". Cette organisation caritative est active en Ukraine depuis plus de 16 ans.

Dobra ta Lyubov fut fondée pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables et créer les conditions nécessaires pour aider le public précarisé et établir des structures de réhabilitations sociales, spirituelles, et morales. Depuis sa conception, l'organisation se repose sur son réseau de volontaires pour implémenter ses activités.

Cela fait 5 mois maintenant que l'organisation redirige toutes ses ressources et moyens pour venir en aide aux plus démunis, et aux plus impactés par la guerre. Elle est particulièrement active et capable de répondre **extrêmement rapidement** aux besoins changeant des communautés contrairement aux structures plus grandes et moins ancrées dans le territoire. **L'organisation "Dobra ta Lyubov" s'avère être un lien précieux entre les structures étrangères et les besoins sur les territoires impactés.** Ces derniers mois, le travail de l'organisation est extrêmement diversifié et se mesure à l'urgence des besoins : les travaux de réparations et de reconstruction des habitations autour de Kiev, l'organisation de distributions de nourritures, d'articles sanitaires, et des médicaments dans les régions de Kiev, Dnipro, Kharkiv, Sumy, et le Donbass. Depuis le 24 février, "Dobra ta Lyubov" a assisté plus d'un million de personnes. Stefan nous explique que la mission la plus respectée au sein même de l'orga-

nisation est l'évacuation des civils par les secouristes volontaires. En effet, ces équipes se sont retrouvées, plus d'une fois, à aller secourir des gens alors même que l'armée ukrainienne avait déjà sonné la retraite de ses troupes comme à Severodonetsk, Lysychansk, Slovyansk et Bahmut.

La fondation garde ses attaches locales et continue à entretenir son réseau de volontaires tout en se professionnalisant pour collaborer plus activement avec les grandes organisations internationales et bailleurs de fonds internationaux arrivés en Ukraine au début du conflit.

Les projets stratégiques identifiés pour l'année à venir sont : la distribution de nourriture, la stabilisation et l'amélioration du système de santé, la réparation et reconstruction d'habitations détruites par la guerre.

Étant une organisation locale, basée sur l'implication de volontaires locaux, l'organisation est bien entendu en recherche de fonds propres et appelle, notamment, à la solidarité de communauté chrétienne à cet effet.

Pour prendre contact avec l'organisation, envoyez un email en anglais à dobro.ta.lyubov@gmail.com

Samuel Horn



1. <https://dobroliub.org/en/>

La musique : un moyen de résistance et de résilience face à la guerre en Ukraine



NATALIYA CHEPURENKO est née dans la capitale ukrainienne en 1973 et est arrivée en Belgique dans le cadre de ses études en 1998. Alors diplômée du Conservatoire Tchaïkovski de Kiev en piano, elle intègre tour à tour le Conservatoire royal de Liège, puis celui de Bruxelles. Une fois dans la capitale belge, ses journées se vivent intégralement au rythme de la musique, passant ses matinées à accompagner des Ballets et ses après-midis à donner cours. Quant à ses soirées, elles sont consacrées à jouer dans tous les hôtels de la ville où il y a un clavier. Après certains concerts, elle reçoit une série de propositions professionnelles. C'est ainsi que sa vie "belge" a continué et qu'elle est finalement restée dans notre plat pays.

De fil en aiguille, elle crée sa propre école de musique en 2002. L'École Tchaïkovski vient de fêter ses 20 ans cette année et deviendra la Brussels International Music School. Dorénavant, il n'y aura désormais plus de musique russe qui y sera jouée, c'est la façon pour Nataliya de marquer son opinion et de faire entendre sa résistance. En 2015, la professeure concrétise la mise en place d'un concours international annuel de piano destiné à des jeunes de moins de 20 ans provenant des quatre coins du globe : "Merci Maestro !". Enfin, un autre projet voit le jour il y a deux ans : la fondation d'une Master Class et d'un festival d'été intitulés "Music Academy Forte". L'édition 2022 a ouvert ainsi ses portes au collège Sint-Jan Berchmans du 3 au 10 juillet. Durant ces 8 jours consécutifs, de 8h à 23h, elle a accueilli, après une étape de présélection, des jeunes enfants et adolescent-e-s de talent venant d'un peu partout.

Violonistes, altistes, violoncellistes, flûtistes, pianistes et organistes ont pu ainsi bénéficier des enseignements intensifs et individuels de grands noms internationaux ! Concernant ces 3 réalisations personnelles, la directrice déclare : "Ce sont les choses les plus importantes et les moins faciles à gérer en ce moment pour moi...".

Se sentant tout aussi belge qu'ukrainienne, la musicienne se dit prête à se battre pour un pays comme pour l'autre s'il le fallait. Ce 24 février dernier, son quotidien a pris un tout autre sens. En se levant à 5h30 du matin, comme à son habitude, elle découvre sur son téléphone les images de l'invasion militaire russe sur le territoire ukrainien.

"Mon cerveau refusait de réagir au vu de l'horreur. Je suis restée 24h dans une impossibilité de bouger, à regarder en boucle ce qui se passait depuis mon poste de télévision. Ma mère était dans le même état physique et psychologique que moi !", explique-t-elle. Mais dès le lendemain, rassemblant toute son énergie, elle décide d'agir et fonde alors le groupe "Host family". Il réunit, en seulement 2 semaines, 200 familles d'accueil. Les événements tombant pendant les vacances scolaires, l'école de musique est restée ouverte non-stop pour accueillir en urgence les nouveaux-elles arrivant-e-s, le temps de leur trouver un logement "stable".

"Ici, c'était le chaos. Il y avait des matelas partout ! C'est devenu un véritable lieu de stockage de nourriture et d'accueil !", décrit-elle. Au final, 450 personnes ont réussi à se loger grâce à son intervention.

Puis, le moment est venu où l'état belge a pris la décision d'aider ces réfugié-e-s via des structures plus conséquentes. Elle décide alors de passer le relais, de se focaliser sur d'autres moyens de soutenir son pays. De là surgit l'idée de récolter de fonds via l'organisation de concerts. Cette démarche lui permet dès lors de financer des bourses pour 19 virtuoses ukrainien-ne-s dans le cadre de son académie d'été. Elle propose donc à ceux et celles déjà

présent-e-s sur le sol belge à la mi-juin de participer à différentes prestations caritatives. Au programme : musique classique européenne et ukrainienne, mais désormais, plus de musique russe. Pour la pianiste, c'était une évidence de soutenir des musicien-ne-s. "C'est à cause de cette guerre qu'il faut donner le plus de chance à la musique ukrainienne de prendre vie ! Avant celle-ci, les gens ne connaissaient pas nos compositeurs donc ce n'était pas intéressant pour eux. Nous essayons désormais d'en mettre un maximum dans notre programmation pour susciter leur intérêt à notre culture musicale. Il y a eu une nouvelle place, un nouveau regard, une conscientisation accordée à celle-ci".

Une domination culturelle pesante avant une réappropriation

L'Ukraine a longtemps vécu dans l'ombre de diverses puissances voisines : d'abord l'empire polono-lituanien, puis partiellement celle de l'empire austro-hongrois. En 1922, elle devient l'une des républiques rattachées à l'Union soviétique. Lors de cette décennie, sa langue et sa culture s'épanouissent brièvement avant d'être complètement interdites. Avec la chute de l'URSS et l'indépendance du pays en 1991, celles-ci s'officialisent, la musique ukrainienne étant jouée avant cette date clé essentiellement dans des réseaux fermés. Cette longue domination russe permet d'expliquer, de nos jours, ce désir du peuple de se réapproprier plus que jamais sa culture, cette volonté de la propager à travers le monde, de la faire vivre et exister. **Aujourd'hui, les noms de compositeur-riche-s tels que Boris Liatochinski, Evgeni Stankovitch et Viktor Kossenko se susurrent de plus en plus aux oreilles des mélomanes.** Au point où le chef d'orchestre et professeur de composition Myroslav Skoryk, né en 1938 à Lviv, connaît un engouement international important, son morceau "Melody" étant devenu, avec la guerre un véritable hymne à la paix !

BRÈVES

DU GLOBAL AU LOCAL : UNE RÉOUVERTURE DES MINES EN EUROPE ?

La globalisation a repoussé vers d'autres parties du monde les problèmes (écologiques, sociaux, sanitaires) causés par notre consommation, croissante depuis les années 1960, de minerais. Faudrait-il assurer l'approvisionnement européen d'une autre manière, par exemple en rouvrant des mines en Europe ? Dans le cadre de **la Quinzaine de la Solidarité Internationale de la Ville de Bruxelles**, Justice et

Paix invite différents intervenant-e-s à aborder ces questions. Rejoignez-nous pour débattre !

Quand ?

Le jeudi 13 octobre à 18h30

Où ?

Tour à Plomb : rue de l'Abattoir 24, 1000 Bruxelles

JUSTICE ET PAIX À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS



Le 15 juillet dernier, nos collègues Patrick Balemba et Alejandra Mejia étaient invité-e-s à la Chambre de représentants par la Commission spéciale chargée d'examiner le passé colonial de la Belgique. Ils se sont exprimés sur la réparation symbolique et la réhabilitation, plaidant pour un travail de mémoire inclusif fondé sur la justice et le vivre-ensemble.

Vous pouvez écouter leur intervention via le site de la Chambre :

https://www.lachambre.be/media/index.html?language=fr&sid=55U3137&offset=14267&fbclid=IwAR1w6WzMTIVJG-qfh1_-5HGZ7rw1AA-R40yLQIDTmOlAVE4OgNPF2ec-c1Gzw

SÉMINAIRE POLITIQUE "QUELLE TRANSITION ÉCOLOGIQUE POUR DEMAIN ? ÉNERGIE, CLIMAT, MÉTAUX"

Fin mai 2022, Justice & Paix organisait avec International Peace Information Service, Catapa et 11.11.11, ce séminaire politique qui avait pour but de sensibiliser et informer les participant-e-s sur les contradictions et les limites du projet de transition écologique actuel.

Plusieurs présentations ont abordé les fondamentaux de nos modèles économiques, énergétiques ainsi que notre consommation de ressources, les possibilités



d'écologie intégrale et de sobriété pour finir sur une mise en débat sous forme de table ronde.

Vous pouvez visualiser les différentes interventions du séminaire via la chaîne youtube de Justice et Paix :

https://www.youtube.com/playlist?list=PLYtuB-KYGp_Uta0EzCTFGMAHE5JfXgHF0q



Justice & Paix

DES MINES EN EUROPE : REGARDS SUR L'ANDALOUSIE

Justice & Paix, invitée par Systext, a passé une semaine en Andalousie ! Et non, nos collègues Mila Gatti et Géraldine Duquenne ne sont pas parties pour profiter de cette destination touristique bien connue mais pour **découvrir et documenter les réalités minières** de cette région !

L'Andalousie détient un lourd passé minier et un important futur dans ce secteur. Au regard, des décisions stratégiques de la Commission européenne, l'avenir est "au retour de la mine en Europe". Néanmoins, cet avenir comporte une réalité cachée : les très nombreuses mines viennent éprouver cette région, et ce, à travers la

destruction des paysages, une intense pollution des sols, de l'air et la création d'un terreau économique et social instable. La récolte d'informations et de matériaux sur le terrain reste une "mine d'or" pour rendre compte des réalités et des enjeux de l'exploitation minière.

Pour en savoir plus sur cette exploration du terrain andalou par Géraldine Duquenne et Mila Gatti, retrouvez-les dans les pages de la revue Imagine Demain le Monde, la revue Politics ou encore au micro de RCF : <https://rcf.fr/psychologie/lair-du-temps?episode=271416#mining>

ABONNEMENT DE SOUTIEN
AU "POUR PARLER DE PAIX"
DE JUSTICE ET PAIX
À PARTIR DE 15 €
À VERSER SUR LE COMPTE
BE30 0682 3529 1311

DONS

Soutien financier : à partir de 40 €, déductible fiscalement

À verser au compte BE30 0682 3529 1311 avec la mention "DON".

Pour tout renseignement à propos d'un don ou d'un legs, merci de bien vouloir prendre contact :

Tél. +32 (0)2 896 95 00 - delphine.pago@justicepaix.be

CONTACTS

Arnaud Gorgemans, *président*

Timur Uluç, *secrétaire général*

Delphine Pago, Yasmine Ben Rhouma, Patrick Balemba, Martin Dieu, Alejandra Meija, Géraldine Duquenne, Claire Mathot, Mikaël Franssens, Mila Gatti, *permanents*

Volontaires ayant collaboré à ce numéro :

Lucile Van Laecken, Samuel Meurisse, Joseph Pirson, John De Coster, Mattia Tosato, Eglantine Pierson, Samuel Horn.

Design : www.acg-bxl.be

Dessin : <http://lucilevanlaecken.com/>

N'hésitez pas à nous contacter !

Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208
B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00

E-mail : info@justicepaix.be

facebook.com/justicepaix

Twitter : [@Justice_et_Paix](https://twitter.com/Justice_et_Paix)

www.justicepaix.be

